

UG temp 3 - Inheemse bossen met een tijdelijk statuut

De natuurlijke habitats van communautair belang en de soorten van communautair belang die binnen deze beheerseenheden kunnen worden herbergd, worden nader bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden wordt afgebakend

De bijgevoegde kaarten bepalen, op een schaal van 1/10.000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000e) de omtrek van de beheerseenheden van de locatie. De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie – « Vallée de l'Olefbach ».

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202216]

30 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, les articles 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par la loi du 18 juillet 1990 et 2, § 2, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu le rapport du 9 février 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de la Commission consultative "administration-industrie" rendu le 3 février 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 février 2017;

Vu l'avis n^o 60.974/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il y a lieu de faire intervenir le changement de réglementation au début d'une période des comptes d'exploitation des organismes;

Considérant la dissolution du Fonds de l'Inspection Automobile (FIA) effective au 1^{er} janvier 2017;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la Directive 2009/40/CE.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la Directive 2009/40/CE.

Art. 1/1. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Ministre : le Ministre qui a la Sécurité routière dans ses attributions;

2^o l'organisme : toute société à qui le contrôle des véhicules en circulation est confié par le Gouvernement;

3^o le temps technique : le temps théorique moyen accordé pour l'exécution d'une prestation de contrôle technique donnée et défini par le Ministre ou son délégué, conformément à l'article 5;

4^o le contrôle délocalisé : le contrôle technique, effectué pour des véhicules des catégories N2, N3, M2, M3, 03 et 04, dans des locaux appartenant à une entreprise avec laquelle un organisme agréé de contrôle technique a conclu une convention de collaboration. »

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, le mot "national" est remplacé par les termes "de la Région wallonne".

Art. 4. Dans l'article 4 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisme envoie en temps utile, une convocation pour chaque véhicule soumis au contrôle, pour la zone d'action qui lui est attribuée, sur la base des données provenant de la Banque-Carrefour des véhicules, telle que définie par la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-Carrefour des véhicules. »

Art. 5. Dans l'article 5 du même arrêté, le mot "coordonnent" est remplacé par le mot "exécutent".

Art. 6. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'équipement minimal d'une station de contrôle est repris à l'annexe 1^{re} du présent arrêté. »;

2° dans le paragraphe 4, le mot "agrée" est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre ou son délégué"; les mots "et ce sur base d'horaires d'ouverture de quarante-cinq heures par semaine," sont insérés entre les mots "par ligne d'inspection," et les mots "soit en augmentant";

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Le temps technique des prestations effectuées sur les lignes de contrôle délocalisé attachées à une station ainsi que ces lignes sont à exclure du calcul de la charge de cette station. »;

3° à l'alinéa 3, les mots "; d'autre part, une nouvelle station ne peut comporter plus de dix lignes" sont abrogés;

4° à l'alinéa 4, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre ou son délégué";

5° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'organisme soumet les projets d'établissement d'une ou plusieurs lignes de contrôle délocalisé, pour approbation, au Ministre ou son délégué. »

Art. 8. Dans l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "à l'exception de ceux utilisés dans le cadre du contrôle délocalisé," sont insérés entre les mots "leurs missions," et le mot "doivent";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre ou son délégué";

3° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots "L'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" sont remplacés par les mots "la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie".

Art. 9. Dans l'article 12 du même arrêté, les mots "de l'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" sont remplacés par les mots "du SPF Mobilité et Transports".

Art. 10. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. L'organisme dispose de personnel ayant les qualifications professionnelles qui figurent à l'annexe 2.

Avant de pouvoir effectuer des contrôles techniques périodiques, les inspecteurs ont :

1° suivi une période de stage :

2° suivi une formation;

3° réussi les examens dont le contenu et les modalités sont approuvés par le Ministre ou son délégué.

La réussite des examens donne lieu à la délivrance d'un certificat de compétence dont le contenu minimum est défini à l'annexe 2.

L'organisme est responsable de la formation professionnelle initiale et continue de son personnel. Le contenu minimum défini à l'annexe 2 et les modalités de ces formations sont approuvés par le Ministre ou son délégué. »

Art. 11. Dans l'article 17, alinéa unique, a), du même arrêté, le mot "dans" est remplacé par les mots "en lien avec".

Art. 12. L'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 avril 1995, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. L'organisme introduit au plus tard le 1^{er} novembre un budget prévisionnel de recettes et dépenses de l'exercice à venir auprès du directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie pour analyse.

Si un événement survient après la remise du budget et l'affecte négativement, l'organisme en informe immédiatement le directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie et lui présente un budget adapté en conséquence. »

Art. 13. L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. L'organisme participe mensuellement au financement de la politique régionale en matière de sécurité routière et de sensibilisation à la sécurité routière menée par la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie. Cette participation s'élève annuellement à six pour cent des recettes nettes, c'est-à-dire des redevances perçues après déduction de la T.V.A. et des participations visées au présent article.

L'organisme verse la participation au Fonds de la Sécurité routière de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie, selon les modalités déterminées par le directeur général de ladite Direction générale. »

Art. 14. L'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots "article 23" sont remplacés par les mots "article 22, alinéa 2";

2° à l'alinéa 3, les mots "par le même Fonds, qui verse le montant correspondant à l'organisme concerné" sont remplacés par les mots "au maximum par un compte de réserves protégées ouvert au nom de l'organisme et auquel l'organisme contribue";

3° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante "Le montant est libéré moyennant accord du Ministre ou son délégué.";

4° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Ce compte de réserves protégées est crédité par ponction sur l'excédent visé à l'alinéa 2. Celle-ci n'est pas supérieure à cinquante pour cent dudit excédent. Les réserves protégées sont créditées jusqu'à hauteur de cinq pour cent du dernier chiffre d'affaires de l'organisme.

Tous débits du compte de réserves protégées autres que ceux visés à l'alinéa 3 se font à la demande du Ministre, et à destination du Fonds visé à l'article 22 ».

Art. 16. Dans l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 avril 1995, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre ou son délégué".

Art. 17. Dans l'article 26, alinéa 3 du même arrêté, les mots "l'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" sont remplacés par les mots "la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie".

Art. 18. Dans l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre ou son délégué";

2° à l'alinéa 4, les mots "l'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" sont remplacés par les mots "la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie".

Art. 19. Dans l'article 28 du même arrêté, les mots "en commun la formation de leur personnel," sont remplacés par les mots "la formation de leur personnel".

Art. 20. Dans l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots "par lettre recommandée à la poste" sont chaque fois abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre ou son délégué";

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "trente mille à trois cent mille francs" sont remplacés par les mots "750 à 7.500 euros";

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots "trois mille à trente mille francs" sont remplacés par les mots "75 à 750 euros";

5° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission paritaire consultative visée au paragraphe 1^{er}, est composée :

1° de quatre représentants du Ministre, dont deux titulaires et deux suppléants, revêtus d'un grade de rang A au moins;

2° de quatre représentants des organismes, dont deux titulaires et deux suppléants.

Le Ministre nomme les membres de cette Commission, sur proposition des organismes pour les représentants de ces derniers.

La Commission est présidée par le représentant du Ministre le plus haut en grade ou, à grade égal, par le plus ancien en grade.

Le membre suppléant est invité à siéger en cas d'empêchement du membre titulaire; est d'office empêché, le membre dont les intérêts sont en cause.

La Commission peut siéger uniquement en présence de quatre membres au moins ainsi que d'un nombre de représentants du Ministre égal à celui des organismes. Les avis sont émis à la majorité absolue, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

Si la Commission n'est pas en nombre, elle est convoquée par envoi recommandé dans les dix jours et siège quel que soit le nombre de membres présents.

Lorsqu'il est envisagé d'infliger une amende visée au paragraphe 1^{er}, le Ministre ou le directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie convoque les membres de la Commission. Cette convocation est faite par envoi recommandé, dix jours au moins avant la date de la réunion; en cas d'urgence motivée, la Commission peut être convoquée à une date plus rapprochée.

Les personnes visées à l'article 13, relevant de l'organisme envers lequel une sanction est envisagée, sont convoquées conformément à l'alinéa 7, afin de comparaître devant la Commission pour y faire entendre leurs moyens de défense.

La convocation énonce clairement les faits reprochés ainsi que la nature de la sanction envisagée; l'organisme incriminé dispose du temps requis pour préparer sa défense, en ce compris la possibilité de consulter les dossiers éventuels relatifs aux faits reprochés. »

Art. 21. Dans l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "par lettre recommandée à la poste" sont abrogés;

2° le mot "Ministre" est chaque fois remplacé par les mots "Ministre ou son délégué".

Art. 22. Dans l'article 31 du même arrêté, les mots "par lettre recommandée à la poste" sont à chaque fois abrogés.

Art. 23. Dans l'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2^{ème} tiret est remplacé par ce qui suit :

« la SA "A.I.B.V.", boulevard Sylvain Dupuis 235, à 1070 Anderlecht";

2° au 3^{ème} tiret, les mots "rue de Louvain 2" sont remplacés par les mots "avenue du Parc 33";

3° le 5^{ème} tiret est abrogé.

Art. 24. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 25. Dans l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1, b), les mots "ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire" sont abrogés;

b) au 2, a), les mots "technique" et "(spécialité mécanique, électricité, électromécanique)" sont abrogés;

c) au 2, a), les mots "et, au besoin, de participer" sont abrogés;

d) le point 2, b), est remplacé par ce qui suit :

« b) Des inspecteurs qui doivent disposer des qualifications professionnelles suivantes :

(1) être porteurs au moins du diplôme de l'enseignement technique secondaire supérieur certifiant leur connaissance en matière de véhicules routiers dans les domaines suivants :

- mécanique;
- dynamique;
- dynamique des véhicules;
- moteurs à combustion;
- matériaux et transformation de matériaux;
- électronique;
- électricité;
- composants électroniques des véhicules;
- applications informatiques;

(2) justifier d'au moins trois ans d'expérience ou d'un niveau équivalent dans le domaine des véhicules routiers définis ci-dessus. »;

e) elle est complétée par deux points rédigés comme suit :

« 4. Formation :

La formation ou l'examen approprié porte au moins sur les points suivants :

a) technique automobile :

(1) système de freinage;

(2) systèmes de direction;

(3) champs de vision;

(4) installations et équipements d'éclairage, composants électroniques;

(5) essieux, roues et pneumatiques;

(6) châssis et carrosserie;

(7) nuisances et émissions;

(8) exigences supplémentaires pour les véhicules spéciaux;

b) méthodes d'essai;

c) appréciation des défaillances;

d) exigences légales applicables concernant l'état des véhicules en vue de leur réception;

e) exigences légales applicables concernant le contrôle technique;

f) dispositions administratives relatives à la réception, à l'immatriculation et au contrôle technique des véhicules;

g) applications informatiques relatives au contrôle et à l'administration.

5. Certificat de compétence :

Le certificat ou un document équivalent délivré à un inspecteur autorisé à effectuer des contrôles techniques contient au moins les informations suivantes :

(1) identification de l'inspecteur : prénom, nom;

(2) catégories de véhicules que l'inspecteur est autorisé à contrôler;

(3) nom de l'autorité qui délivre le certificat;

(4) date de délivrance. »

Art. 26. Dans l'annexe 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1.2.1., l'alinéa 2 est abrogé;

b) au 1.3.1.2, le tableau est remplacé par ce qui suit :

Effectif total Ps	Nombre de personnel cadre Ks	Répartition	
		Chef	Sous-chef
Ps < 8	1	0	1
8 <= Ps < 24	2	1	1
24 <= Ps < 40	3	1	2
40 <= Ps < 56	4	1	3
56 <= Ps	5	1	4

c) au 1.3.1.3 les mots " $0,187 \times (Ps - Ks)$ " sont remplacés par les mots "ses bornes basse et haute, respectivement $0,08 \times (Ps - Ks)$ et $0,197 \times (Ps - Ks)$,";

d) au 2, alinéa 2, les mots "au minimum" sont insérés entre le mot "possèdent" et les mots "la classe";

e) au 3.1 les mots "de 1^{re} classe" sont abrogés;

f) le 3.2 est remplacé par ce qui suit :

« 3.2. Dans les stations sans chef de station, outre le sous-chef il y a au moins un inspecteur expert A qui satisfait aux exigences prévues au point 2.a de l'annexe 2.

Ces stations sont mises sous la tutelle d'un chef d'une autre station proche géographiquement et après accord du Ministre ou son délégué. La station de tutelle dispose au minimum d'un chef et d'un sous-chef, et ce nonobstant l'effectif total qui lui est propre. En outre, sur base du personnel effectif total cumulé des deux entités, le nombre de personnel cadre global de celles-ci correspond au minimum aux critères établis au tableau au point 1.3.1.2. »;

g) au 4.4., les mots "Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" sont remplacés par les mots "Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie".

Art. 27. Dans l'annexe 4 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 avril 1995 et modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les modifications suivantes sont apportées :

a) au I., A., 7., alinéa 2, les mots "à l'Etat" sont remplacés par les mots "au sein des services publics wallons";

b) au I., A., le 7. est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les frais des véhicules de service appartenant à l'organisme, ou assimilables à ceux-ci, dans le cadre de déplacements relevant des missions qui lui sont confiées et dument justifiés et effectués par le personnel. Ces frais sont limités au taux de l'indemnité kilométrique appliqué par les services publics wallons. »;

c) au I., A.8., les mots "62,00 EUR" sont remplacés par les mots "0,4 % des rémunérations brutes", et les mots "4,00 EUR" sont remplacés par les mots "8 euros";

d) au I., B., 6., les mots "6.000,00 EUR" sont remplacés par les mots "8.500 euros" et les mots "10.000,00 EUR" sont remplacés par les mots "14.000 euros";

e) au point I., B., 6., les mots "une indemnité kilométrique appliquée à un nombre déterminé de kilomètres en fonction des besoins du service. Ce nombre de kilomètres est fixé en accord avec le Ministre ou son délégué et le taux de l'indemnité kilométrique est le même que celui pour le personnel." sont remplacés par les mots "les frais des véhicules de service appartenant à l'organisme, ou assimilables à ceux-ci, dans le cadre de déplacements relevant des missions qui lui sont confiées et dument justifiés et effectués par le personnel. Ces frais sont limités au taux de l'indemnité kilométrique appliqué par les services publics wallons.";

f) au II., A., 4., les mots "aux taux pratiqués par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (S.N.C.I.) pour des crédits normaux d'investissement en vue de l'achat de biens semblables" sont remplacés par les mots "à la moyenne des taux IRS (Interest Rate Swap) à quinze ans, d'application au cours de l'exercice visé augmentée de 1,75 %";

g) au II., C., 1., les mots "(10.000,00 EUR)" sont remplacés par les mots "0,05 % du chiffre d'affaire de l'exercice";

h) au II., D., 2., les mots ", avec un montant maximal de (37,50 EUR) par membre du personnel et par an" sont abrogés;

i) le VII. est remplacé par ce qui suit :

« VII. La participation à la politique régionale en matière de sécurité routière et de sensibilisation à la sécurité routière menée par la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie, visée à l'article 22. »;

j) au VIII., A., les mots "des contributions visées aux articles 22 et 23 de l'arrêté" sont remplacés par les mots "de la participation visée à l'article 22";

k) au VIII., le B. est remplacé par ce qui suit :

« B. Le pourcentage visé au A. est de 5 % pour les activités de contrôle technique et de 10 % pour les activités de permis de conduire. »;

l) au VIII., les C. et D. sont abrogés.

Art. 28. Dans le même arrêté, l'annexe 5 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Art. 30. Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Annexe 1^{re}

Annexe 1^{re} à l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation

Equipement minimal d'une station de contrôle

L'équipement minimal d'une station de contrôle se compose des installations, des appareils de mesure, des dispositifs d'étalonnage et des équipements suivants :

1. Par organisme :

Des dispositifs d'étalonnage pour :

1.1. les freinomètres;

1.2. les dispositifs pour le contrôle des phares des véhicules automobiles;

1.3. les appareils de mesure d'opacité des fumées de moteurs diesel;

1.4. les analyseurs de gaz d'échappement.

2. Par station de contrôle :
 - 2.1. un détecteur de gaz GPL/GNL/GNC et un dispositif d'étalonnage;
 - 2.2. une bascule ou un peseur d'essieux d'une capacité minimale de dix tonnes;
 - 2.3. un compte-tours et un sonomètre;
 - 2.4. un décéléromètre;
 - 2.5. un cric mobile et chandelles;
 - 2.6. deux pieds à coulisses;
 - 2.7. deux doubles décimètres en acier;
 - 2.8. un calibre pour le contrôle des accouplements de remorque et de semi-remorque;
 - 2.9. un pied à coulisse télescopique;
 - 2.10. un multimètre électronique;
 - 2.11. un ensemble de poinçons alphanumériques;
 - 2.12. un compresseur à air;
 - 2.13. un dispositif permettant de se connecter à l'interface électronique du véhicule tel qu'un outil d'analyse OBD.
 3. Par quatre lignes d'inspection :
un appareil de mesure d'opacité des fumées de moteurs diesel.
 4. Par trois lignes d'inspection :
 - 4.1. un freinomètre à rouleaux;
 - 4.2. un dispositif pour le contrôle des phares des véhicules automobiles;
 - 4.3. un analyseur de gaz d'échappement;
 - 4.4. un ou plusieurs dispositifs pour le contrôle des suspensions des voitures et voitures mixtes.
 5. Par ligne d'inspection :
 - 5.1. une fosse d'inspection, une cave d'inspection ou un pont élévateur d'inspection, chacun équipé de dispositifs d'éclairage fixe et mobile, d'au moins un dispositif de levage et d'au moins une paire de détecteurs de jeu;
 - 5.2. un dispositif pour la mesure de la profondeur d'un profil de pneu.
 6. un ensemble de deux miroirs convexes par ligne d'inspection ou par freinomètre.
 7. un manomètre avec accessoires par freinomètre lourd ou universel.
 8. Par ligne de contrôle délocalisé : outre ce qui est prévu au point 5, l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation des contrôles réalisables sur cette ligne au regard de l'agrément qu'elle a obtenu.
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Annexe 2

Annexe 5 à l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation

Zones d'action desservies par les organismes

1. A.I.B.V.

Station 60 - Charleroi (Gosselies) :

- ° CHAPELLES-LEZ-HERLAIMONT
- ° CHARLEROI (numéros postaux 6020, 6030, 6031, 6040, 6041, 6042, 6043 et 6044)
- ° COURCELLES
- ° FLEURUS
- ° FONTAINE-L'EVEQUE
- ° LES BONS VILLERS
- ° PONT-A-CELLES

Station 62 - La Louvière :

- ° LA LOUVIERE
- ° LE RÈULX
- ° MANAGE
- ° MORLANWELZ

Station 63 - Charleroi (Montignies-sur-Sambre) :

- ° AISEAU-PRESLES
- ° CHARLEROI (numéros postaux 6000, 6001, 6010, 6032, 6060 et 6061)
- ° CHATELET
- ° FARCIENNES
- ° GERPINNES
- ° MONTIGNY-LE-TILLEUL
- ° WALCOURT

Station 69 - Braine-le-Comte :

- ° BRAINE-LE-CHATEAU
- ° BRAINE-LE-COMTE
- ° ECAUSSINES
- ° EDINGEN
- ° ENGHEN
- ° ITTRE
- ° REBECQ
- ° SENEFFE
- ° TUBIZE

Station 73 - Couvin :

- ° CERFONTAINE
- ° COUVIN
- ° DOISCHE
- ° FLORENNES
- ° PHILIPPEVILLE
- ° VIROINVAL

2. A.S.

Station 18 - Mont-Saint-Guibert :

- ° BEAUVECHAIN
- ° CHASTRE
- ° CHAUMONT-GISTOUX
- ° COURT-SAINT-ETIENNE
- ° GEMBLOUX
- ° GREZ-DOICEAU
- ° INCOURT
- ° MONT-SAINT-GUIBERT
- ° OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE
- ° PERWEZ
- ° VILLERS-LA-VILLE
- ° WALHAIN
- ° WAVRE

Station 19 - Nivelles :

- ° BRAINE-L'ALLEUD
- ° GENAPPE
- ° LA HULPE
- ° LASNE
- ° NIVELLES
- ° RIXENSART
- ° WATERLOO

Station 61 - Mons (Maisières) :

- ° BRUGELETTE
- ° CHIEVRES
- ° JURBISE
- ° LENS
- ° MONS
- ° SOIGNIES

Station 64 - Lobbes :

- ° ANDERLUES
- ° BINCHE
- ° ERQUELINNES
- ° ESTINNES
- ° HAM-SUR-HEURE/NALINNES
- ° LOBBES
- ° MERBES-LE-CHATEAU
- ° THUIN

Station 65 - Tournai :

- ° ANTOING
- ° BRUNEHAUT
- ° LEUZE-EN-HAINAUT
- ° PERUWELZ
- ° RUMES
- ° TOURNAI

Station 66 - Ghislenghien:

- ° ATH

- ° ELLEZELLES
- ° FLOBECQ
- ° FRASNES-LEZ-ANVAING
- ° LESSINES
- ° SILLY

Station 67 - Chimay :

- ° BEAUMONT
- ° CHIMAY
- ° FROIDCHAPELLE
- ° MOMIGNIES
- ° SIVRY-RANCE

Station 68 - Mouscron :

- ° CELLES (HT.)
- ° COMINES-WARNETON
- ° ESTAIMPUIS
- ° MONT-DE-L'ENCLUS
- ° MOUSCRON
- ° PECQ

Station 70 - Mons (Cuesmes) :

- ° BELCEIL
- ° BERNISSART
- ° BOUSSU
- ° COLFONTAINE
- ° DOUR
- ° FRAMERIES
- ° HENSIES
- ° HONNELLES
- ° QUAREGNON
- ° QUIEVRAIN
- ° QUEVY
- ° SAINT-GHISLAIN

Station 71 - Suarlée :

- ° ASSESSE
- ° EGHEZEE
- ° FLOREFFE
- ° FOSSES-LA-VILLE
- ° GESVES
- ° JEMEPPE-SUR-SAMBRE
- ° LA BRUYERE
- ° NAMUR
- ° PROFONDEVILLE
- ° SAMBREVILLE
- ° SOMBREFFE

Station 72 - Onhaye :

- ° ANHEE
- ° DINANT
- ° HASTIERE
- ° HOUYET
- ° METTET
- ° ONHAYE
- ° YVOIR

Station 74 - Aye :

- ° CINEY
- ° HAMOIS
- ° HAVELANGE
- ° MARCHE-EN-FAMENNE
- ° ROCHEFORT
- ° SOMME-LEUZE
- ° TELLIN

Station 75 - Bièvre :

- ° BEAURAING
- ° BERTRIX
- ° BIEVRE
- ° BOUILLON
- ° DAVERDISSE

- GEDINNE
- HERBEUMONT
- LIBIN
- FALISEUL
- VRESSE-SUR-SEMOIS
- WELLIN
- Station 81 - Habay:
- ARLON
- ATTERT
- AUBANGE
- ETALLE
- HABAY
- MEIX-DEVANT-VIRTON
- MESSANCY
- MUSSON
- ROUVROY
- SAINT-LEGER (LUX.)
- TINTIGNY
- VIRTON
- Station 82 - Ferrières :
- ANTHISNES
- AYWAILLE
- COMBLAIN-AU-PONT
- DURBUY
- EREZEE
- ESNEUX
- FERRIERES
- HAMOIR
- HOTTON
- MANHAY
- OUFFET
- RENDEUX
- PRIMONT
- STOUMONT
- Station 83 - Neufchâteau :
- CHINY
- FAUVILLERS
- FLORENVILLE
- LIBRAMONT-CHEVIGNY
- LEGLISE
- MARTELANGE
- NEUFCHATEAU
- VAUX-SUR-SURE
- Station 84 - Gouvy :
- BURG-REULAND
- GOUVY
- HOUFFALIZE
- LIERNEUX
- TROIS-PONTS
- VIELSALM
- Station 85 - Sainte-Ode :
- BASTOGNE
- BERTOGNE
- LA ROCHE-EN-ARDENNE
- NASSOGNE
- SAINT-HUBERT
- SAINTE-ODE
- TENNEVILLE
- Station 90 - Hannut :
- BERLOZ
- BRAIVES
- BURDINNE
- FERNELMONT
- GEER
- HANNUT

- HELECINE
- JODOIGNE
- LINCENT
- ORP-JAUCHE
- RAMILLIES
- WAREMME
- WASSEIGES

Station 91 - Liège :

- BASSENGE
- BEYNE-HEUSAY
- BLEGNY
- CHAUDFONTAINE
- DALHEM
- FLERON
- HERSTAL
- LIEGE
- OUPEYE
- VISE

Station 92 - Verviers :

- AUBEL
- DISON
- HERVE
- JALHAY
- LIMBOURG
- OLNE
- PEPINSTER
- SOUMAGNE
- SPA
- THEUX
- THIMISTER-CLERMONT
- TROOZ
- VERVIERS

Station 93 - Wanze :

- AMAY
- ANDENNE
- CLAVIER
- ENGIS
- HUY
- HERON
- MARCHIN
- MODAVE
- NANDRIN
- OHEY
- TINLOT
- VILLERS-LE-BOUILLET
- WANZE

Station 94 - Eupen :

- BAELEN (LG.)
- EUPEN
- LA CALAMINE
- LONTZEN
- PLOMBIERES
- RAEREN
- WELKENRAEDT

Station 95 - Malmedy :

- AMBLEVE
- BULLANGE
- BUTGENBACH
- MALMEDY
- SAINT-VITH
- STAVELOT
- WAIMES

Station 96 - Grâce-Hollogne :

- ANS
- AWANS

- ° CRISNEE
- ° DONCEEL
- ° FAIMES
- ° FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER
- ° FLEMALLE
- ° GRACE-HOLLOGNE
- ° JUPRELLE
- ° NEUPRE
- ° OREYE
- ° REMICOURT
- ° SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
- ° SAINT-NICOLAS (LG.)
- ° SERAING
- ° VERLAINE ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202216]

30. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1 § 1 Absatz 2, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990 und Artikel 2 § 2, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 9. Februar 2017;

Aufgrund der am 3. Februar 2017 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund der am 6. Februar 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Februar 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 8. März 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.974/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Änderung der Vorschriften am Anfang einer Betriebsrechnungsperiode für die Einrichtungen stattfinden muss;

In der Erwägung, dass die Auflösung des Fonds für die Kraftfahrzeugüberwachung "Fonds de l'Inspection Automobile (FIA)" am 1. Januar 2017 effektiv wurde;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2014/45/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. April 2014 über die regelmäßige technische Überwachung von Kraftfahrzeugen und von Kraftfahrzeuganhängern und zur Aufhebung der Richtlinie 2009/40/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2014/45/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. April 2014 über die regelmäßige technische Überwachung von Kraftfahrzeugen und von Kraftfahrzeuganhängern und zur Aufhebung der Richtlinie 2009/40/EG teilweise umgesetzt.

Art. 1/1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört;

2° Einrichtung: jede Gesellschaft, die von der Regierung mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt wird;

3° technische Zeit: die zur Durchführung einer gegebenen technischen Kontrollleistung gewährte theoretische Durchschnittszeit, die gemäß Artikel 5 vom Minister oder seinem Beauftragten festgelegt wird;

4° delokalisierte Kontrolle: die technische Kontrolle, die für Fahrzeuge der Kategorien N2, N3, M2, M3, O3 und O4 in Räumlichkeiten stattfindet, die einem Unternehmen gehören, mit dem eine für die technische Kontrolle zugelassene Einrichtung eine Zusammenarbeitsvereinbarung geschlossen hat.»

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "national" durch "de la Région wallonne" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 4 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Einrichtung schickt rechtzeitig eine Einberufung für jedes der Kontrolle unterliegende Fahrzeug in dem ihr zugewiesenen Amtsbereich, auf der Grundlage der Angaben aus der Zentralen Fahrzeugdatenbank, so wie sie in dem Gesetz vom 19. Mai 2010 zur Schaffung der Zentralen Fahrzeugdatenbank definiert ist».

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "coordonnent" durch das Wort "exécuteur" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 8 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 2 - Die minimale Ausstattung einer Kontrollstation wird in Anhang 1 vorliegenden Erlasses beschrieben.»;

2° in Paragraf 4 wird in der französischen Fassung das Wort "agrée" gestrichen.

Art. 7 - Artikel 10 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in der französischen Fassung werden in Absatz 1 das Wort "Ministre" durch "Ministre ou son délégué" ersetzt und werden die Wörter "et ce sur base d'horaires d'ouverture de quarante-cinq heures par semaine," zwischen "par ligne d'inspection," und "soit en augmentant" eingefügt;

2° Absatz 1 wird um folgenden Satz ergänzt:

«Die technische Zeit für Leistungen auf delokalisierten Kontrolllinien, die einer Station angegliedert sind, sowie diese Linien, sind von der Berechnung zur Ermittlung der Belastung dieser Station auszuschließen.»;

3° in Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "; d'autre part, une nouvelle station ne peut comporter plus de dix lignes" gestrichen;

4° in Absatz 4 wird in der französischen Fassung das Wort "Ministre" durch die Wörter "Ministre ou son délégué" ersetzt;

5° der Artikel wird einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die Einrichtung unterbreitet die Projekte bezüglich der Niederlassung einer oder mehrerer delokalisierten Kontrolllinien dem Minister oder seinem Beauftragten zur Genehmigung.»

Art. 8 - Artikel 11 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "à l'exception de ceux utilisés dans le cadre du contrôle délocalisé," zwischen "leurs missions," und "doivent" eingefügt;

4° in Paragraf 2 Absatz 2 wird in der französischen Fassung das Wort "Ministre" durch die Wörter "Ministre ou son délégué" ersetzt;

3° in Paragraf 2 Absatz 3 werden die Wörter "l'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" durch "la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden in der französischen Fassung die Wörter "de l'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" durch die Wörter "du SPF Mobilité et Transports" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 14 - Die Einrichtung verfügt über Personal mit den beruflichen Qualifikationen nach Anhang 2.

Bevor sie die regelmäßigen technischen Kontrollen durchführen können, haben die Inspektoren

1° ein Praktikum absolviert;

2° an einer Ausbildung teilgenommen;

3° die Prüfungen bestanden, deren Inhalt und Durchführungsbestimmungen vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden.

Das Bestehen der Prüfungen gibt Anlass zur Ausstellung eines Eignungsnachweises, dessen minimaler Inhalt in Anhang 2 definiert wird.

Die Einrichtung ist für die berufliche Aus- und Weiterbildung ihres Personals verantwortlich. Der in Anhang 2 bestimmte minimale Inhalt sowie die Durchführungsbestimmungen dieser Lehrgänge werden vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt.»

Art. 11 - In Artikel 17 einziger Absatz Buchstabe a) desselben Erlasses wird das Wort "dans" durch die Wörter "en lien avec" ersetzt.

Art. 12 - Artikel 21 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 6. April 1995, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 21 - Die Einrichtung legt spätestens am 1. November bei dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie einen Haushaltsvoranschlag für die Einnahmen und Ausgaben des nächsten Haushaltsjahres zur Untersuchung vor.

Wenn nach der Vorlage des Haushaltsplans ein Ereignis stattfindet, das Letzteren negativ beeinflusst, informiert die Einrichtung unverzüglich den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und legt ihm einen angepassten Haushaltsplan vor.»

Art. 13 - Artikel 22 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 22 - Die Einrichtung beteiligt sich monatlich an der Finanzierung der Regionalpolitik in Sachen Verkehrssicherheit und Sensibilisierung für die Verkehrssicherheit, die von der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie geführt wird. Diese Beteiligung beläuft sich jährlich auf sechs Prozent der Nettoeinnahmen, d.h. der erhobenen Gebühren nach Abzug der MWSt. und der Beteiligungen im Sinne des vorliegenden Artikels.

Die Einrichtung überweist die Beteiligung dem Fonds für Verkehrssicherheit der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie nach Modalitäten, die vom Generaldirektor dieser Generaldirektion festgelegt werden.»

Art. 14 - Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000, wird aufgehoben.

Art. 15 - Artikel 24 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "article 23" durch "article 22, alinéa 2" ersetzt;

2° in Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "par le même Fonds, qui verse le montant correspondant à l'organisme concerné" durch "au maximum par un compte de réserves protégées ouvert au nom de l'organisme et auquel l'organisme contribue" ersetzt;

3° Absatz 3 wird um folgenden Satz ergänzt: "Der Betrag wird vorbehaltlich der Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten freigegeben.";

2° zwischen die Absätze 3 und 4 werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Diesem Konto für geschützte Rücklagen werden Beträge gutgeschrieben, die dem Überschuss nach Absatz 2 entnommen werden, wobei diese Entnahme nicht mehr als fünfzig Prozent des Überschusses betragen darf. Der den geschützten Rücklagen gutgeschriebene Betrag beläuft sich auf höchstens fünf Prozent des letzten Umsatzes der Einrichtung.

Dem Konto für geschützte Rücklagen können mit Ausnahme der Belastungen nach Absatz 3 nur Beträge mit Bestimmung des in Artikel 22 genannten Fonds auf Antrag des Ministers abgebucht werden.»

Art. 16 - In Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 6. April 1995, wird in der französischen Fassung das Wort "Ministre" durch die Wörter "Ministre ou son délégué" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 26 Absatz 3 desselben Erlasses werden in der französischen Fassung die Wörter "l'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" durch "la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie" ersetzt.

Art. 18 - Artikel 27 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "Ministre" durch die Wörter "Ministre ou son délégué" ersetzt;

2° in Absatz 4 werden in der französischen Fassung die Wörter "l'Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" durch "la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie" ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 28 desselben Erlasses werden in der französischen Fassung die Wörter "en commun la formation de leur personnel," durch "la formation de leur personnel" ersetzt.

Art. 20 - Artikel 29 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "par lettre recommandée à la poste" jeweils gestrichen;

2° in Paragraf 1 Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "Ministre" durch die Wörter "Ministre ou son délégué" ersetzt;

3° in Paragraf 1 Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "trente mille à trois cent mille francs" durch "750 à 7.500 euros" ersetzt;

4° in Paragraf 1 Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "trois mille à trente mille francs" durch "75 à 750 euros" ersetzt;

5° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 2. Die paritätische Beratungskommission nach Paragraf 1 besteht aus folgenden Mitgliedern:

1° vier Vertretern des Ministers, worunter zwei ordentliche und zwei Ersatzvertreter, die mindestens einen Dienstgrad des Rangs A haben;

2° vier Vertretern der Einrichtungen, worunter zwei ordentliche und zwei Ersatzvertreter.

Der Minister benennt die Mitglieder dieser Kommission, auf Vorschlag der Einrichtungen, für was deren Vertreter angeht.

Der Vertreter des Ministers mit dem höchsten Dienstgrad oder, bei gleichem Dienstgrad, derjenige mit dem höchsten Dienstgradalter, führt den Vorsitz über die Kommission.

Das Ersatzmitglied wird zur Teilnahme an der Sitzung geladen, wenn das ordentliche Mitglied verhindert ist; ein Mitglied, dessen eigene Interessen betroffen sind, gilt als von Amts wegen verhindert.

Die Kommission kann nur dann tagen, wenn mindestens vier Mitglieder anwesend sind, wobei die Anzahl der Vertreter des Ministers der Anzahl der Vertreter der Einrichtungen gleich sein muss. Die Stellungnahmen werden mit der absoluten Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Wenn nicht genügend Mitglieder der Kommission anwesend sind, wird sie binnen zehn Tagen erneut per Einschreiben einberufen; dann tagt sie wirksam unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder.

Wenn das Auferlegen einer Geldbuße nach Paragraf 1 in Betracht gezogen wird, beruft der Minister oder der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Mitglieder der Kommission ein. Diese Einberufung erfolgt per Einschreiben mindestens zehn Tage vor dem Datum der Tagung; bei begründeter Dringlichkeit kann die Kommission zu einem näheren Datum einberufen werden.

Die in Artikel 13 genannten Personen, die der Einrichtung angehören, gegen welche eine Strafmaßnahme in Betracht gezogen wird, werden gemäß Absatz 7 einberufen, um vor der Kommission angehört zu werden, damit sie ihre Verteidigungsmittel darlegen können.

In der Einberufung werden die vorgeworfenen Tatbestände sowie die Art der in Betracht gezogenen Strafmaßnahme deutlich erläutert; die angefochtene Einrichtung verfügt über genug Zeit, um ihre Verteidigung vorzubereiten, einschließlich der Möglichkeit, in die eventuellen Akten in Bezug auf die vorgeworfenen Tatbestände Einsicht zu nehmen.»

Art. 21 - Artikel 30 desselben Erlasses wird in der französischen wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "par lettre recommandée à la poste" werden gestrichen;

2° das Wort "Ministre" wird durch die Wörter "Ministre ou son délégué" ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 31 werden in der französischen Fassung die Wörter "par lettre recommandée à la poste" jeweils gestrichen.

Art. 23 - Artikel 32 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Der 2. Gedankenstrich wird durch Folgendes ersetzt:

«la SA "A.I.B.V.", boulevard Sylvain Dupuis 235, à 1070 Anderlecht»;

2° im 3. Gedankenstrich werden die Wörter "rue de Louvain 2" durch "avenue du Parc 33" ersetzt;

3° der 5. Gedankenstrich wird gestrichen.

Art. 24 - In demselben Erlass wird der Anhang 1 durch den vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

Art. 25 - Der Anhang 2 zu demselben Erlass wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 1 Buchstabe b werden in der französischen Fassung die Wörter "ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire" gestrichen;

b) unter Ziffer 2 Buchstabe a werden in der französischen Fassung die Wörter "technique" und "spécialité mécanique, électricité, électromécanique" gestrichen;

c) unter Ziffer 2 Buchstabe a werden in der französischen Fassung die Wörter "et, au besoin, de participer" gestrichen;

d) Ziffer 2 Buchstabe b) wird durch Folgendes ersetzt:

"b) Inspektoren, die über die folgenden beruflichen Qualifikationen verfügen müssen:

(1) mindestens Inhaber des Diploms der Oberstufe des technischen Sekundarunterrichts sein, durch welches ihre Kenntnisse in Sachen Straßenfahrzeuge in folgenden Bereichen bestätigt werden:

- Mechanik;
- Dynamik;
- Fahrzeugdynamik;
- Verbrennungsmotoren;
- Werkstoffe und Verarbeitung von Werkstoffen;
- Elektronik;
- Elektrizität;
- elektronische Bauteile von Fahrzeugen;
- EDV-Anwendungen;

(2) mindestens drei Jahre Erfahrung oder ein gleichwertiges Niveau in dem Bereich der o.g. Straßenfahrzeuge haben.;"

e) sie wird mit zwei wie folgt verfassten Punkten ergänzt:

"4. Ausbildung:

Die Ausbildung oder die geeignete Prüfung betrifft mindestens folgende Themenbereiche:

a) Kraftfahrzeugtechnik:

- (1) Bremssystem;
- (2) Lenksystem;
- (3) Sichtfelder;
- (4) Beleuchtungsanlagen und -ausrüstungen, elektrische Bauteile;
- (5) Radachsen, Räder und Reifen;
- (6) Fahrgestell und Karosserie;
- (7) Umweltauswirkungen und Emissionen;
- (8) zusätzliche Anforderungen für Spezialfahrzeuge;

b) Prüfverfahren;

c) Einschätzung der Betriebsstörungen;

d) gesetzliche Anforderungen an den Zustand der Fahrzeuge zwecks ihrer Abnahme;

e) auf die technische Kontrolle anwendbare gesetzliche Anforderungen;

f) Verwaltungsbestimmungen über die Abnahme, die Zulassung und die technische Kontrolle der Fahrzeuge;

g) EDV-Anwendungen für die Kontrolle und Verwaltung.

5. Befähigungszeugnis:

Das Zeugnis oder das gleichwertige Dokument, das einem Inspektor ausgestellt wird, der befugt ist, die technischen Kontrollen durchzuführen, enthält wenigstens die folgenden Angaben:

- (1) Angaben zum Inspektor: Vorname, Name;
- (2) Kategorien von Fahrzeugen, die der Inspektor kontrollieren darf;
- (3) Name der Behörde, die das Zeugnis ausstellt;
- (4) Ausstelldatum.»

Art. 26 - In Anhang 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) unter Ziffer 1.2.1 wird Absatz 2 aufgehoben;
- b) unter Ziffer 1.3.1.2 wird die Tabelle durch folgende Tabelle ersetzt:

Gesamtpersonalbestand Ps	Anzahl der führenden Personalmitglieder Ks	Verteilung	
		Vorsteher	Untervorsteher
Ps < 8	1	0	1
8 <= Ps < 24	2	1	1
24 <= Ps < 40	3	1	2
40 <= Ps < 56	4	1	3
56 <= Ps	5	1	4

c) unter Ziffer 1.3.1.3 werden die Wörter "0,187 × (Ps - Ks)" durch die Wörter "ses bornes basse et haute, respectivement 0,08 × (Ps - Ks) et 0,197 × (Ps - Ks)," ersetzt;

d) unter Ziffer 2, Absatz 2 werden die Wörter "au minimum" zwischen die Wörter "possèdent" und "la classe" eingefügt;

e) unter 3.1 werden die Wörter "de 1^{re} classe" gestrichen;

f) Ziffer 3.2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«3.2. In Stationen ohne Stationsvorsteher gibt es neben dem Untervorsteher mindestens einen Inspektor-Sachverständigen A, der den Anforderungen nach Anhang 2, Ziffer 2.a genügt.

Diese Stationen unterliegen der Aufsicht des Vorstehers einer anderen, in der Nähe gelegenen Station, nach Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten. Die Station, die die Aufsicht ausübt, verfügt über mindestens einen Vorsteher und einen Untervorsteher, unabhängig von dem eigenen Gesamtpersonalbestand. Darüber hinaus muss die Anzahl der führenden Personalmitglieder der beiden Stationen aufgrund des für diese beiden Stationen kumulierten Gesamtpersonalbestands mindestens den Kriterien der Tabelle nach Ziffer 1.3.1.2 genügen.»;

g) unter Ziffer 4.4 werden in der französischen Fassung die Wörter "Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure" durch "Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie" ersetzt.

Art. 27 - In Anhang 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 6. April 1995, und abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter I A 7 Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "à l'Etat" durch die Wörter "au sein des services publics wallons" ersetzt;

b) Unter I A wird die Ziffer 7 um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die gebührend begründeten Kosten für die Dienstfahrzeuge, die der Einrichtung gehören, oder für gleichgestellte Fahrzeuge, im Rahmen der vom Personal unternommenen Fahrten zu Zwecken von der Einrichtung anvertrauten Aufgaben. Diese Kosten werden auf den Satz der Kilometerentschädigung begrenzt, die von den wallonischen öffentlichen Dienststellen angewandt wird.»;

c) unter I A 8 werden in der französischen Fassung die Wörter "62,00 EUR" durch "0,4% des rémunérations brutes" und die Wörter "4,00 EUR" durch "8 euros" ersetzt;

d) unter I B 6 werden in der französischen Fassung die Wörter "6.000,00 EUR" durch "8.500 euros" und die Wörter "10.000,00 EUR" durch "14.000 euros" ersetzt;

e) unter I B 6 werden in der französischen Fassung die Wörter "une indemnité kilométrique appliquée à un nombre déterminé de kilomètres en fonction des besoins du service. Ce nombre de kilomètres est fixé en accord avec le ministre ou son délégué et le taux de l'indemnité kilométrique est le même que celui pour le personnel." durch folgende Wörter ersetzt: "les frais des véhicules de service appartenant à l'organisme, ou assimilables à ceux-ci, dans le cadre de déplacements relevant des missions qui lui sont confiées et dument justifiés et effectués par le personnel. Ces frais sont limités au taux de l'indemnité kilométrique appliqué par les services publics wallons.";

f) unter II A 4 werden in der französischen Fassung die Wörter "aux taux pratiqués par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (S.N.C.I.) pour des crédits normaux d'investissement en vue de l'achat de biens semblables" durch folgende Wörter ersetzt: "à la moyenne des taux IRS (Interest Rate Swap) à quinze ans, d'application au cours de l'exercice visé augmentée de 1,75%";

g) unter II C 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "(10.000,00 EUR)" durch folgende Wörter ersetzt "0,05% du chiffre d'affaire de l'exercice";

h) unter II D 2 werden in der französischen Fassung die Wörter", avec un montant maximal de (37,50 EUR) par membre du personnel et par an" gestrichen;

i) Punkt VII wird durch Folgendes ersetzt:

«VII. Die Beteiligung an der regionalen Politik in Sachen Verkehrssicherheit und Sensibilisierung für die Verkehrssicherheit, die von der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie geführt wird, nach Artikel 22.»;

j) unter VIII A werden in der französischen Fassung die Wörter "des contributions visées aux articles 22 et 23 de l'arrêté" durch die Wörter "de la participation visée à l'article 22" ersetzt;

k) unter Punkt VIII wird Buchstabe B durch Folgendes ersetzt:

«B. Der Prozentsatz im Sinne von Buchstabe A beträgt 5% für die Tätigkeiten im Rahmen der technischen Kontrolle und 10 % für die Tätigkeiten im Rahmen des Führerscheins.»;

l) unter Punkt VIII werden die Buchstaben C und D gestrichen.

Art. 28 - Der Anhang 5 zum selben Erlass wird durch den Anhang 2 zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 29 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2017 wirksam.

Art. 30 - Der Minister für öffentliche Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Anhang 1

Anhang 1 zum Königlichen Erlass vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind

Minimalausstattung einer Kontrollstation

Die Minimalausstattung einer Kontrollstation besteht aus folgenden Anlagen, Messgeräten, Eichvorrichtungen und Ausrüstungen:

1. Je Einrichtung:

Eichvorrichtungen für:

- 1.1. die Bremsprüfstände;
- 1.2. die Vorrichtungen für die Kontrolle der Scheinwerfer der Kraftfahrzeuge;
- 1.3. die Geräte zur Messung der Opazität der Auspuffgase von Dieselmotoren;
- 1.4. die Abgasanalytoren.

2. Je Kontrollstation:

- 2.1. ein Gasverlustdetektor LPG/LNG/CNG und eine Eichvorrichtung;
- 2.2. eine Brückenwaage oder eine Achslastwaage mit einer Mindestkapazität von 10 Tonnen;
- 2.3. ein Drehzahlmesser und ein Schallpegelmesser;
- 2.4. ein Verzögerungsmesser;
- 2.5. ein mobiler Wagenheber und Abstellböcke;
- 2.6. zwei Messschieber;
- 2.7. zwei Maßbänder mit Doppelskala aus Stahl;
- 2.8. eine Prüflinse für die Kontrolle der Anhänger- und Sattelschlepperkupplungen;
- 2.9. ein Teleskopmessschieber;
- 2.10. ein elektronischer Multimeter;
- 2.11. ein Satz Prüfstempel mit Buchstaben und Zahlen;
- 2.12. ein Luftkompressor;
- 2.13. eine Vorrichtung zum Anschluss an die elektronische Schnittstelle des Fahrzeugs (OBD-Diagnosegerät und dgl.)

3. Für je vier Inspektionslinien:

ein Gerät zur Messung der Opazität der Auspuffgase von Dieselmotoren;

4. Für je drei Inspektionslinien:

- 4.1. ein Rollen-Bremsprüfstand;
- 4.2. eine Vorrichtung für die Kontrolle der Scheinwerfer der Kraftfahrzeuge;
- 4.3. ein Abgasanalytoren;
- 4.4. eine oder mehrere Vorrichtungen für die Kontrolle der Federung der Wagen und Kombiwagen.

5. Je Inspektionslinie:

- 5.1. eine Inspektionsgrube, ein Inspektionskeller oder eine Fahrzeughebebühne, mit ortsfesten und mobilen Beleuchtungsvorrichtungen, mindestens einer Hebevorrichtung und mindestens ein Achsspieltester;
- 5.2. eine Vorrichtung zum Messen der Tiefe von Reifenprofilen.
6. ein Satz mit je zwei Konvexspiegeln je Inspektionslinie oder Bremsprüfstand.
7. ein Manometer mit Zubehör je schweren oder universellen Bremsprüfstand.

8. Je delokalisierte Kontrolllinie: neben dem, was unter Ziffer 5 steht, die gesamten Vorrichtungen, die zur Durchführung der auf dieser Linie angesichts der erhaltenen Zulassung durchführbaren Kontrollen erforderlich sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Anhang 2

Anhang 5 zum Königlichen Erlass vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind

Amtsbereich der jeweiligen Ausrüstungen

1. A.I.B.V.

Station 60 - Charleroi (Gosselies) :

° CHAPELLES-LEZ-HERLAIMONT

° CHARLEROI (numéros postaux 6020, 6030, 6031, 6040, 6041, 6042, 6043 et 6044)

° COURCELLES

° FLEURUS

° FONTAINE-L'EVEQUE

° LES BONS VILLERS

° PONT-A-CELLES

Station 62 - La Louvière :

° LA LOUVIERE

° LE RÈULX

° MANAGE

° MORLANWELZ

Station 63 - Charleroi (Montignies-sur-Sambre) :

° AISEAU-PRESLES

° CHARLEROI (numéros postaux 6000, 6001, 6010, 6032, 6060 et 6061)

° CHATELET

° FARCIENNES

° GERPINNES

° MONTIGNY-LE-TILLEUL

° WALCOURT

Station 69 - Braine-le-Comte :

° BRAINE-LE-CHATEAU

° BRAINE-LE-COMTE

° ECAUSSINES

° EDINGEN

° ENGHEN

° ITTRE

° REBECQ

° SENEFFE

° TUBIZE

Station 73 - Couvin :

° CERFONTAINE

° COUVIN

° DOISCHE

° FLORENNES

° PHILIPPEVILLE

° VIROINVAL

2. A.S.

Station 18 - Mont-Saint-Guibert :

° BEAUVECHAIN

° CHASTRE

° CHAUMONT-GISTOUX

° COURT-SAINT-ETIENNE

° GEMBLOUX

° GREZ-DOICEAU

° INCOURT

- MONT-SAINT-GUIBERT
- OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE
- PERWEZ
- VILLERS-LA-VILLE
- WALHAIN
- WAVRE

Station 19 - Nivelles :

- BRAINE-L'ALLEUD
- GENAPPE
- LA HULPE
- LASNE
- NIVELLES
- RIXENSART
- WATERLOO

Station 61 - Mons (Maisières) :

- BRUGELETTE
- CHIEVRES
- JURBISE
- LENS
- MONS
- SOIGNIES

Station 64 - Lobbes :

- ANDERLUES
- BINCHE
- ERQUELINNES
- ESTINNES
- HAM-SUR-HEURE/NALINNES
- LOBBES
- MERBES-LE-CHATEAU
- THUIN

Station 65 - Tournai :

- ANTOING
- BRUNEHAUT
- LEUZE-EN-HAINAUT
- PERUWELZ
- RUMES
- TOURNAI

Station 66 - Ghislenghien:

- ATH
- ELLEZELLES
- FLOBECQ
- FRASNES-LEZ-ANVAING
- LESSINES
- SILLY

Station 67 - Chimay :

- BEAUMONT
- CHIMAY
- FROIDCHAPELLE
- MOMIGNIES
- SIVRY-RANCE

Station 68 - Mouscron :

- CELLES (HT.)
- COMINES-WARNETON
- ESTAIMPUIS
- MONT-DE-L'ENCLUS
- MOUSCRON
- PECQ

Station 70 - Mons (Cuesmes) :

- ° BELCEIL
- ° BERNISSART
- ° BOUSSU
- ° COLFONTAINE
- ° DOUR
- ° FRAMERIES
- ° HENSIES
- ° HONNELLES
- ° QUAREGNON
- ° QUIEVRAIN
- ° QUEVY
- ° SAINT-GHISLAIN

Station 71 - Suarlée :

- ° ASSESSE
- ° EGHEZEE
- ° FLOREFFE
- ° FOSSES-LA-VILLE
- ° GESVES
- ° JEMEPPE-SUR-SAMBRE
- ° LA BRUYERE
- ° NAMUR
- ° PROFONDEVILLE
- ° SAMBREVILLE
- ° SOMBREFFE

Station 72 - Onhayé :

- ° ANHEE
- ° DINANT
- ° HASTIERE
- ° HOUYET
- ° METTET
- ° ONHAYE
- ° YVOIR

Station 74 - Aye :

- ° CINEY
- ° HAMOIS
- ° HAVELANGE
- ° MARCHE-EN-FAMENNE
- ° ROCHEFORT
- ° SOMME-LEUZE
- ° TELLIN

Station 75 - Bièvre :

- ° BEAURAING
- ° BERTRIX
- ° BIEVRE
- ° BOUILLON
- ° DAVERDISSE
- ° GEDINNE
- ° HERBEUMONT
- ° LIBIN
- ° FALISEUL
- ° VRESSE-SUR-SEMOIS
- ° WELLIN

Station 81 - Habay:

- ° ARLON
- ° ATTERT
- ° AUBANGE
- ° ETALLE
- ° HABAY

- MEIX-DEVANT-VIRTON
- MESSANCY
- MUSSON
- ROUVROY
- SAINT-LEGER (LUX.)
- TINTIGNY
- VIRTON

Station 82 - Ferrières :

- ANTHISNES
- AYWAILLE
- COMBLAIN-AU-PONT
- DURBUY
- EREZEE
- ESNEUX
- FERRIERES
- HAMOIR
- HOTTON
- MANHAY
- OUFFET
- RENDEUX
- PRIMONT
- STOUMONT

Station 83 - Neufchâteau :

- CHINY
- FAUVILLERS
- FLORENVILLE
- LIBRAMONT-CHEVIGNY
- LEGLISE
- MARTELANGE
- NEUFCHATEAU
- VAUX-SUR-SURE

Station 84 - Gouvy :

- BURG-REULAND
- GOUVY
- HOUFFALIZE
- LIERNEUX
- TROIS-PONTS
- VIELSALM

Station 85 - Sainte-Ode :

- BASTOGNE
- BERTOGNE
- LA ROCHE-EN-ARDENNE
- NASSOGNE
- SAINT-HUBERT
- SAINTE-ODE
- TENNEVILLE

Station 90 - Hannut :

- BERLOZ
- BRAIVES
- BURDINNE
- FERNELMONT
- GEER
- HANNUT
- HELECINE
- JODOIGNE
- LINCENT
- ORP-JAUCHE
- RAMILLIES
- WAREMME
- WASSEIGES

Station 91 - Liège :

- ° BASSENGE
- ° BEYNE-HEUSAY
- ° BLEGNY
- ° CHAUDFONTAINE
- ° DALHEM
- ° FLERON
- ° HERSTAL
- ° LIEGE
- ° OUPEYE
- ° VISE

Station 92 - Verviers :

- ° AUBEL
- ° DISON
- ° HERVE
- ° JALHAY
- ° LIMBOURG
- ° OLNÉ
- ° PEPINSTER
- ° SOUMAGNE
- ° SPA
- ° THEUX
- ° THIMISTER-CLERMONT
- ° TROOZ
- ° VERVIERS

Station 93 - Wanze :

- ° AMAY
- ° ANDENNE
- ° CLAVIER
- ° ENGIS
- ° HUY
- ° HERON
- ° MARCHIN
- ° MODAVE
- ° NANDRIN
- ° OHEY
- ° TINLOT
- ° VILLERS-LE-BOUILLET
- ° WANZE

Station 94 - Eupen :

- ° BAELEN (LG.)
- ° EUPEN
- ° KERMIS
- ° LONTZEN
- ° PLOMBIERES
- ° RAEREN
- ° WELKENRAEDT

Station 95 - Malmedy :

- ° AMEL
- ° BÜLLINGEN
- ° BÜTGENBACH
- ° MALMEDY
- ° SANKT VITH
- ° STAVELOT
- ° WEISMES

Station 96 - Grâce-Hollogne :

- ° ANS
- ° AWANS
- ° CRISNEE
- ° DONCEEL
- ° FAIMES
- ° FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER
- ° FLEMALLE
- ° GRACE-HOLLOGNE
- ° JUPRELLE

- ° NEUPRE
- ° OREYE
- ° REMICOURT
- ° SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
- ° SAINT-NICOLAS (LG.)
- ° SERAING
- ° VERLAINE».

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202216]

30 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 1, § 1, tweede lid, vervangen bij de wet van 18 juli 1990, en artikel 2, § 2, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het verslag van 9 februari 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Adviescommissie "administratie-industrie" gegeven op 3 februari 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 februari 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 februari 2017;

Gelet op het advies nr. 60.974/4 van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wetgevingverandering bij het begin van een periode van de uitbatingsrekeningen van de instellingen moet plaatsvinden;

Overwegende dat de ontbinding van het Fonds voor de Inspectie van Automobielen op 1 januari 2017 effectief is geworden;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2014/45/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 3 april 2014 betreffende de periodieke technische controle van motorvoertuigen en aanhangwagens en tot intrekking van Richtlijn 2009/40/EG gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2014/45/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 3 april 2014 betreffende de periodieke technische controle van motorvoertuigen en aanhangwagens en tot intrekking van Richtlijn 2009/40/EG gedeeltelijk omgezet.

Art. 1/1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister bevoegd voor de Verkeersveiligheid;

2° de instelling : elke vennootschap waaraan de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen door de Regering wordt toevertrouwd;

3° de technische tijd : de theoretische gemiddelde tijd die toegekend is voor een bepaalde prestatie van technische controle en die door de Minister of diens afgevaardigde overeenkomstig artikel 5 wordt bepaald;

4° de keuring op verplaatsing : de technische keuring, uitgevoerd voor voertuigen van categorieën N2, N3, M2, M3, 03 en 04 in de lokalen van een onderneming waarmee een erkende controle-instelling een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "het nationaal grondgebied" vervangen door de woorden "het grondgebied van het Waalse Gewest".

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De instelling stuurt te zijner tijde een oproep voor elk voertuig dat aan de controle is onderworpen, voor het ambtsgebied dat haar is toegewezen, op basis van de gegevens die haar door de Kruispuntbank van de Voertuigen, zoals bepaald bij de wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen, worden medegedeeld. »

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "coördineren hun activiteiten" vervangen door de woorden "oefen hun activiteiten uit".

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De minimumuitrusting van een controlestation wordt vermeld in bijlage 1 bij dit besluit. »;

2° in paragraaf 4 wordt het woord "erkende" opgeheven.

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Minister of diens afgevaardigde" en worden de woorden ", en dit, op grond van openingsuren van 45 uren per week," ingevoegd tussen de woorden "per inspectielijn overtreft," en de woorden "hetzij door het aantal lijnen in het bestaande station te verhogen";

2° het eerste lid wordt aangevuld met volgende zin :

« De technische tijd van de prestaties uitgevoerd op gedelokaliseerde keuringslijnen gebonden aan een station evenals deze lijnen moeten uitgesloten worden van de berekening van de last van dit station. »;

3° in het derde lid worden de woorden "; anderzijds mag een nieuw station niet meer dan tien lijnen omvatten." opgeheven;

4° in het vierde lid wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Minister of diens afgevaardigde";

5° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« De instelling legt de projecten voor de aanleg van één of meer gedelokaliseerde keuringslijnen ter goedkeuring aan de Minister of diens afgevaardigde voor. »

Art. 8. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "met uitzondering van degene bestemd in het kader van de keuring op verplaatsing," ingevoegd tussen de woorden "hun opdrachten," en het woord "dienen";

2° in § 2, tweede lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Minister of diens afgevaardigde";

3° in § 2, derde lid, worden de woorden "het Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur" vervangen door de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "het Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur" vervangen door de woorden "de FOD Mobiliteit en Vervoer".

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 14. De instelling beschikt over personeel met de beroepsbekwaamheid vermeld in bijlage 2.

Om de periodieke technische controles uit te voeren hebben de controleurs aan de volgende voorwaarden voldaan :

1° ze hebben een stageperiode gevolgd;

2° ze hebben een opleiding gevolgd;

3° ze zijn geslaagd voor de examens waarvan de inhoud en de modaliteiten door de Minister of diens afgevaardigde worden goedgekeurd.

Het slagen voor de examens geeft aanleiding tot de afgifte van een getuigschrift van vakbekwaamheid waarvan de minimale inhoud in bijlage 2 wordt bepaald.

De instelling is verantwoordelijk voor de oorspronkelijke en doorlopende beroepsopleiding van haar personeel. De in bijlage 2 bepaalde minimale inhoud en de modaliteiten van die opleidingen worden door de Minister of diens afgevaardigde goedgekeurd. »

Art. 11. In artikel 17, enig lid, a), van hetzelfde besluit wordt het woord "in" vervangen door het woord "in verband met".

Art. 12. Artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1995 wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. De instelling dient uiterlijk op 1 november een vooruitlopende ontvangsten- en uitgavenbegroting van het komende begrotingsjaar in bij de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst.

Indien een evenement plaatsvindt na de indiening van de begroting en ze op negatieve wijze aantast, licht de instelling er directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst onmiddellijk van in en stelt ze hem een bijgevolg aangepaste begroting voor. »

Art. 13. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 22. De instelling draagt maandelijks bij tot de financiering van het gewestelijk beleid inzake verkeersveiligheid en sensibilisering voor verkeersveiligheid gevoerd door het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst. Deze bijdrage belooft zich jaarlijks op zes procent van de netto-ontvangsten, namelijk de retributies geïnd na aftrek van de btw en van de in dit artikel bedoelde bijdragen.

De instelling stort de bijdrage aan het Fonds voor verkeersveiligheid van het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst volgens modaliteiten bepaald door de directeur-generaal van bedoeld Operationeel directoraat-generaal. »

Art. 14. Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 april 2000, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid worden de woorden "artikel 23" vervangen door de woorden "artikel 22, lid 2, ";

2° in het derde lid worden de woorden "gedekt door ditzelfde Fonds, dat het overeenkomstig bedrag aan de betrokken instelling stort" vervangen door de woorden "gedekt maximum door een rekening van beschermde reserves geopend op naam van de instelling en waartoe de instelling bijdraagt";

3° het derde lid wordt aangevuld met volgende zin : "Het bedrag wordt betaald mits instemming van de Minister of diens afgevaardigde.";

4° twee leden worden ingevoegd tussen het derde en het vierde lid, luidend als volgt :

« Die rekening van beschermde reserves wordt gecrediteerd via een onttrekking aan het overschot bedoeld in het tweede lid. Die onttrekking is niet hoger dan 50 % van het overschot. De beschermde reserves worden gestort ten belope van vijf procent van de laatste omzet van de instelling.

Alle andere debieten van de rekening van de beschermde reserves dan die bedoeld in het derde lid worden op verzoek van de Minister en ter bestemming van het in artikel 22 bedoelde Fonds uitgevoerd. »

Art. 16. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1995 wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Minister of diens afgevaardigde".

Art. 17. In artikel 26, derde lid, worden de woorden "het Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur" vervangen door de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 18. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Minister of diens afgevaardigde";

2° in het vierde lid worden de woorden "het Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur" vervangen door de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 19. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "richten de opleiding van hun personeel gezamenlijk in" vervangen door de woorden "richten de opleiding van hun personeel in".

Art. 20. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden de woorden "met een bij de post aangetekende brief" en de woorden "door een bij de post aangetekende brief" opgeheven;

2° in § 1, eerste lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Minister of diens afgevaardigde";

3° in § 1, eerste lid, worden de woorden "dertigduizend tot driehonderdduizend frank" vervangen de woorden "750 tot 7.500 euro";

4° in § 1, derde lid, worden de woorden "drieduizend tot dertigduizend frank" vervangen de woorden "75 tot 750 euro";

5° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De in § 1 bedoelde Paritaire Raadgevende Commissie bestaat uit :

1° vier vertegenwoordigers van de Minister, onder wie twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden met minstens een graad van rang A;

2° vier vertegenwoordigers van de instellingen, onder wie twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden.

De Minister benoemt de leden van die Commissie op voorstel van de instellingen voor de vertegenwoordigers van laatstgenoemden.

De Commissie wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Minister met de hoogste graad of, bij gelijke graad, door de oudste in graad.

Het plaatsvervangend lid wordt verzocht om bij verhindering van het gewoon lid te zetelen; het lid van wie de belangen in het geding zijn, wordt van ambtshalve verhinderd.

De Commissie kan alleen zetelen indien minstens vier leden en een aantal vertegenwoordigers van de Minister gelijk aan het aantal instellingen aanwezig zijn. De adviezen worden bij absolute meerderheid van de stemmen uitgebracht, waarbij de stem van de voorzitter bij meerderheid van stemmen doorslaggevend is.

Indien de Commissie in onvoldoende aantal is, wordt ze binnen tien dagen bij aangetekend schrijven bijeengeroepen en zetelt ze ongeacht het aantal aanwezige leden.

Indien er overwogen wordt om een boete zoals bedoeld in § 1 op te leggen, roept de Minister of de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst de leden van de Commissie op. Die oproeping wordt minstens tien dagen voor de datum van de vergadering bij aangetekend schrijven gezonden; bij gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de Commissie op een vroegere datum bijeengeroepen worden.

De in artikel 13 bedoelde personen die onder de instelling waartegen een sanctie wordt overwogen, ressorteren, worden overeenkomstig het zevende lid opgeroepen om voor de Commissie te verschijnen ten einde hun verweermiddelen voor te dragen.

De oproeping vermeldt duidelijk de verweten feiten alsook de aard van de overwogen sancties; de omstreden instelling beschikt over de vereiste tijd om haar verweer voor te bereiden, met inbegrip van de mogelijkheid om de eventuele dossiers betreffende de verweten feiten te raadplegen. »

Art. 21. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "met een bij de post aangetekende brief" worden opgeheven;

2° het woord "Minister" wordt vervangen door de woorden "Minister of diens afgevaardigde".

Art. 22. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden "door middel van een bij de post aangetekende brief" telkens opgeheven.

Art. 23. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het tweede streepje wordt vervangen als volgt :

« de NV "A.I.B.V.", Sylvain Dupuislaan 235 te 1070 Anderlecht »;

2° in het derde streepje worden de woorden "rue de Louvain 2" vervangen door de woorden "avenue du Parc 33";

3° het vijfde streepje wordt opgeheven.

Art. 24. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 25. Bijlage 2 bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) in 1, b), worden de woorden "of hoger niet universitair" opgeheven;

b) in 2, a) wordt het woord "technisch" en de woorden (specialisatie mechanica, elektriciteit, elektromechanica) opgeheven;

c) in 2, a), worden de woorden "en zo nodig deelnemen aan" opgeheven;

d) punt 2, b), wordt vervangen als volgt :

« b) Controleurs die over de volgende beroepskwalificaties moeten beschikken :

(1) minstens houder zijn van het diploma van het hoger secundair technisch onderwijs ter bevestiging van hun kennis inzake wegvoertuigen op de volgende gebieden :

- mechanica;
- dynamica;
- voertuigendynamiek;
- verbrandingsmotoren;
- materialen en bewerking van materialen;
- elektronica;
- elektriciteit,
- elektronische onderdelen van voertuigen;
- IT-toepassingen;

(2) minstens drie jaar ervaringen of een gelijkwaardig niveau hebben op het gebied van de hierboven vermelde wegvoertuigen. »;

e) de bijlage wordt aangevuld met twee punten, luidend als volgt :

« 4 Opleiding :

De opleiding of het aangepaste onderzoek heeft minstens betrekking op de volgende punten :

a) voertuigtechnologie :

- (1) remsysteem;
- (2) stuurinrichtingen;
- (3) zichtvelden;
- (4) lichtinstallaties, lichtapparatuur en elektronische onderdelen;
- (5) assen, wielen en banden;
- (6) chassis en carrosserie;
- (7) overlastfactoren en emissies;
- 8) aanvullende vereisten voor speciale voertuigen;

b) controlemethodes;

c) beoordeling van gebreken;

d) wettelijke vereisten voor goedkeuring die op het voertuig van toepassing zijn;

e) wettelijke vereisten betreffende technische controle van voertuigen;

f) administratieve bepalingen betreffende de goedkeuring, registratie en technische controle van voertuigen;

g) IT-toepassingen voor het verrichten van technische controles en voor administratieve doeleinden.

5. Getuigschrift van vakbekwaamheid :

Het getuigschrift of een gelijkwaardige documentatie van een controleur die bevoegd is om technische controles te verrichten omvat ten minste de volgende informatie :

- (1) identificatie van de controleur : (voor- en achternaam);
- (2) voertuigcategorieën waarvoor de controleur bevoegd is om technische controles te verrichten;
- (3) naam van de afgevende instantie;
- (4) datum van afgifte. »

Art. 26. Bijlage 3 bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- a) in 1.2.1 wordt het tweede lid opgeheven;
- b) in 1.3.1.2. wordt de tabel vervangen als volgt :

Totaal effectief Ps	Aantal kaderpersoneel Ks	Verdeling	
		Chef	Onderchef
Ps < 8	1	0	1
8 <= Ps < 24	2	1	1
24 <= Ps < 40	3	1	2
40 <= Ps < 56	4	1	3
56 <= Ps	5	1	4

c) in 1.3.1.3. worden de woorden " $0,187 \times (Ps - Ks)$ " vervangen door de woorden "zijn ondergrens en bovengrens, respectievelijk $0,08 \times (Ps - Ks)$ et $0,197 \times (Ps - Ks)$ ";

d) in 2, het tweede lid, wordt het woord "minstens" ingevoegd tussen de woorden "de onderstationschef(s)" en de woorden "de klasse van het station";

e) in 3.1. worden de woorden "1ste klas" opgeheven;

f) punt 3.2. wordt vervangen als volgt :

« 3.2. In stations zonder stationschef is er, naast de onderchef, minstens een deskundige-controleur A die de voorwaarden bepaald in punt 2.1. van bijlage 2 vervult.

Deze stations worden onder het toezicht van een chef van een ander nabijgelegen station na instemming van de Minister of diens afgevaardigde geplaatst. Het toezichtstation beschikt minstens over een chef en een onderchef, en dit, niettegenstaande zijn eigen totaal effectief. Bovendien stemt het aantal personeel van het globale kader van deze stations minstens overeen met de criteria vastgelegd in punt 1.3.1.2. »;

g) in 4.4 worden de woorden "de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur" vervangen door de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 27. In bijlage 4 bij hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 april 1995 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in I., A., 7, tweede lid, worden de woorden "bij de Staat" vervangen door de woorden "binnen de Waalse openbare diensten";

b) in I., A., wordt 7. aangevuld met volgend lid :

« De kosten voor de dienstvoertuigen van de instelling of voor de ermee gelijkgestelde voertuigen in het kader van verplaatsingen voor de haar toevertrouwde opdrachten, die behoorlijk worden gerechtvaardigd en die door het personeel worden verricht. Die kosten worden beperkt tot de kilometervergoeding toegepast door de Waalse openbare diensten. »;

c) in I., A.8., worden de woorden "(62,00 EUR)" vervangen door de woorden "0,4 % van de bruto-bezoldigingen" en worden de woorden "(4,00 EUR)" vervangen door de woorden "8 euro";

d) in I., B., 6., worden de woorden "(6.000,00 EUR)" vervangen door de woorden "8.500 euro" en worden de woorden "(10.000, 00 EUR)" vervangen door de woorden "14.000 euro";

e) in I., B., 6., worden de woorden "een kilometervergoeding toegepast op een aantal kilometers dat bepaald wordt in functie van de dienstonoedigheden. Dit aantal kilometers wordt vastgesteld in akkoord met de Minister of zijn gemachtigde en het bedrag van de kilometervergoeding is hetzelfde als voor het personeel." vervangen door de woorden "de kosten voor de dienstvoertuigen van de instelling of voor de ermee gelijkgestelde voertuigen in het kader van verplaatsingen voor de haar toevertrouwde opdrachten, die behoorlijk worden gerechtvaardigd en die door het personeel worden verricht. Die kosten worden beperkt tot de kilometervergoeding toegepast door de Waalse openbare diensten.";

f) in II., A., 4., worden de woorden "de interestvoeten die door de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid (N.M.K.N.) worden toegepast voor normale investeringskredieten met het oog op de verwerving van gelijkaardige goederen" vervangen door de woorden "het gemiddelde van de IRS-rentevoeten (Interest Rate Swap) voor vijftien jaar, dat tijdens het bedoelde boekjaar van toepassing is en vermeerderd met 1,75 %";

g) in II., C., 1., worden de woorden "(10.000,00 EUR)" vervangen door de woorden "0,05 % van de omzet van het boekjaar";

h) in II., D., 2., worden de woorden ", met een maximumbedrag van (37,50 EUR) per personeelslid en per jaar" opgeheven;

i) VII. wordt vervangen door wat volgt :

« VII. De in artikel 22 bedoelde bijdrage tot het gewestelijk beleid inzake verkeersveiligheid en sensibilisering voor verkeersveiligheid gevoerd door het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst »;

j) in VIII., A., worden de woorden "van de bijdragen bedoeld in de artikelen 22 en 23 van het besluit" vervangen door de woorden "van de in artikel 22 bedoelde bijdrage";

k) in VIII. wordt B. vervangen als volgt :

« B. Het in A. bedoelde percentage is 5 % voor de activiteiten van technische controle en 10 % voor de rijbewijsactiviteiten. »;

l) in VIII., worden de punten C. en D. opgeheven.

Art. 28. In hetzelfde besluit wordt bijlage 5 vervangen door de bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 29. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

Art. 30. De Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

BIJLAGE 1

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen

Minimumuitrusting van een controlestation

De minimumuitrusting van een controlestation omvat installaties, meettoestellen, ijkgereedschap en de volgende uitrusting :

1. Per instelling :

Ijkgereedschap voor :

1.1. de remmeters;

1.2. de inrichtingen voor het controleren van de schijnwerpers van auto's;

1.3. de opaciteitsmeters voor de rook van dieselmotoren;

1.4. het koolmonoxide meettoestel.

2. Per controlestation :

2.1. een L.P.G./L.N.G./C.N.G.-gasdetector en een ijkgereedschap;

2.2. een weegbrug of een asweger met een minimumcapaciteit van 10 ton;

2.3. een toerenteller en een geluidsmeter;

2.4. een vertragingsmeter;

2.5. een verrijdbare cric en assteunen;

2.6. twee schuifpassers;

2.7. twee dubbele stalen decameters;

2.8. een kaliber voor het controleren van de oplegger- en aanhangwagenkoppelingen;

2.9. een telescopische schuifmaat;

2.10. een elektronische multimeter;

2.11. een stel alfanumerieke slagstempels;

2.12. een luchtcompressor;

2.13. een inrichting om te verbinden met de elektronische voertuiginterface zoals een OBD-scanner.

3. Per vier inspectielijnen :

een opaciteitsmeter voor de rook van dieselmotoren.

4. Per drie inspectielijnen :

4.1. een rollenremmeter;

4.2. een inrichting voor het controleren van de schijnwerpers van auto's;

4.3. een koolmonoxide meettoestel;

4.4. één of meer toestellen voor het controleren van de ophanging van personenauto's en auto's voor dubbel gebruik

5. Per inspectielijn :

5.1. een inspectieput, een inspectiekelder of een hefbrug, elk uitgerust met vaste en verplaatsbare verlichting, minstens een cric en minstens een paar spelingsdetectoren;

5.2. een dieptemeter voor het meten van de diepte van het banden-profiel;

6. een stel van twee bolvormige spiegels per inspectielijn of per remmeter.

7. een manometer met toebehoren per zware- of universele remmeter.

8. Per gedelokaliseerde keuringslijn : naast wat in punt 5 bedoeld is, het geheel van het materiaal nodig voor de uitvoering van de op die lijn verrichtbare controles ten opzichte van de erkenning die voor lijn is verleend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

BIJLAGE 2

Bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen

Ambtsgebieden bediend door de instellingen

1. A.I.B.V.

Station 60 - Charleroi (Gosselies) :

- ° CHAPELLES-LEZ-HERLAIMONT
- ° CHARLEROI (postcodes 6020, 6030, 6031, 6040, 6041, 6042, 6043 en 6044)
- ° COURCELLES
- ° FLEURUS
- ° FONTAINE-L'EVEQUE
- ° LES BONS VILLERS
- ° PONT-A-CELLES

Station 62 - La Louvière :

- ° LA LOUVIERE
- ° LE RÈULX
- ° MANAGE
- ° MORLANWELZ

Station 63 - Charleroi (Montignies-sur-Sambre) :

- ° AISEAU-PRESLES
- ° CHARLEROI (postcodes 6000, 6001, 6010, 6032, 6060 en 6061)
- ° CHATELET
- ° FARCIENNES
- ° GERPINNES
- ° MONTIGNY-LE-TILLEUL
- ° WALCOURT

Station 69 - 's Gravenbrakel :

- ° KASTEELBRAKEL
- ° 'S GRAVENBRAKEL
- ° ECAUSSINES
- ° EDINGEN
- ° ENGHEN
- ° ITTER
- ° REBECQ
- ° SENEFFE
- ° TUBEKE

Station 73 - Couvin :

- ° CERFONTAINE
- ° COUVIN
- ° DOISCHE
- ° FLORENNES
- ° PHILIPPEVILLE
- ° VIROINVAL

2. A.S.

Station 18 - Mont-Saint-Guibert :

- ° BEVEKOM
- ° CHASTRE
- ° CHAUMONT-GISTOUX
- ° COURT-SAINT-ETIENNE
- ° GEMBLoux
- ° GRAVEN
- ° INCOURT
- ° MONT-SAINT-GUIBERT

° OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

° PERWIJS

° VILLERS-LA-VILLE

° WALHAIN

° WAVER

Station 19 - Nijvel :

° EIGENBRAKEL

° GENEPIEN

° TERHULPEN

° LASNE

° NIJVEL

° RIXENSART

° WATERLOO

Station 61 - Bergen (Maisières) :

° BRUGELETTE

° CHIEVRES

° JURBISE

° LENS

° BERGEN

° ZINNIK

Station 64 - Lobbès :

° ANDERLUES

° BINCHE

° ERQUELINNES

° ESTINNES

° HAM-SUR-HEURE/NALINNES

° LOBBES

° MERBES-LE-CHATEAU

° THUIN

Station 65 - Doornik :

° ANTOING

° BRUNEHAUT

° LEUZE-EN-HAINAUT

° PERUWELZ

° RUMES

° DOORNIK

Station 66 - Ghislenghien :

° AAT

° ELZELE

° VLOESBERG

° FRASNES-LEZ-ANVAING

° LESSEN

° SILLY

Station 67 - Chimay :

° BEAUMONT

° CHIMAY

° FROIDCHAPELLE

° MOMIGNIES

° SIVRY-RANCE

Station 68 - Moeskroen :

° CELLES (HT.)

° KOMEN-WAASTEN

° ESTAIMPUIS

° MONT-DE-L'ENCLUS

° MOESKROEN

° PECQ

Station 70 - Bergen (Cuesmes) :

° BELCEIL

° BERNISSART

° BOUSSU

° COLFONTAINE

° DOUR

° FRAMERIES

° HENSIES

° HONNELLES

- QUAREGNON
 - QUIEVRAIN
 - QUEVY
 - SAINT-GHISLAIN
- Station 71 - Suarlée :
- ASSESSE
 - EGHEZEE
 - FLOREFFE
 - FOSSES-LA-VILLE
 - GESVES
 - JEMEPPE-SUR-SAMBRE
 - LA BRUYERE
 - NAMEN
 - PROFONDEVILLE
 - SAMBREVILLE
 - SOMBREFFE
- Station 72 - Onhaye :
- ANHEE
 - DINANT
 - HASTIERE
 - HOUYET
 - METTET
 - ONHAYE
 - YVOIR
- Station 74 - Aye :
- CINEY
 - HAMOIS
 - HAVELANGE
 - MARCHE-EN-FAMENNE
 - ROCHEFORT
 - SOMME-LEUZE
 - TELLIN
- Station 75 - Bièvre :
- BEAURAING
 - BERTRIX
 - BIEVRE
 - BOUILLON
 - DAVERDISSE
 - GEDINNE
 - HERBEUMONT
 - LIBIN
 - FALISEUL
 - VRESSE-SUR-SEMOIS
 - WELLIN
- Station 81 - Habay :
- AARLEN
 - ATTERT
 - AUBANGE
 - ETALLE
 - HABAY
 - MEIX-DEVANT-VIRTON
 - MESSANCY
 - MUSSON
 - ROUVROY
 - SAINT-LEGER (LUX.)
 - TINTIGNY
 - VIRTON
- Station 82 - Ferrières :
- ANTHISNES
 - AYWAILLE
 - COMBLAIN-AU-PONT
 - DURBUY
 - EREZEE
 - ESNEUX
 - FERRIERES

- HAMOIR
- HOTTON
- MANHAY
- OUFFET
- RENDEUX
- PRIMONT
- STOUMONT

Station 83 - Neufchâteau :

- CHINY
- FAUVILLERS
- FLORENVILLE
- LIBRAMONT-CHEVIGNY
- LEGLISE
- MARTELANGE
- NEUFCHATEAU
- VAUX-SUR-SURE

Station 84 - Gouvy :

- BURG-REULAND
- GOUVY
- HOUFFALIZE
- LIERNEUX
- TROIS-PONTS
- VIELSALM

Station 85 - Sainte-Ode :

- BASTENAKEN
- BERTOIGNE
- LA ROCHE-EN-ARDENNE
- NASSOGNE
- SAINT-HUBERT
- SAINTE-ODE
- TENNEVILLE

Station 90 - Hannuit :

- BERLOZ
- BRAIVES
- BURDINNE
- FERNELMONT
- GEER
- HANNUIT
- HELECINE
- JODOIGNE
- LINCENT
- ORP-JAUCHE
- RAMILLIES
- WAREMME
- WASSEIGES

Station 91 - Luik :

- BITSINGEN
- BEYNE-HEUSAY
- BLEGNY
- CHAUDFONTAINE
- DALHEM
- FLERON
- HERSTAL
- LUIK
- OUPEYE
- WEZET

Station 92 - Verviers :

- AUBEL
- DISON
- HERVE
- JALHAY
- LIMBOURG
- OLNÉ
- PEPINSTER
- SOUMAGNE

- ° SPA
- ° THEUX
- ° THIMISTER-CLERMONT
- ° TROOZ
- ° VERVIERS

Station 93 - Wanze :

- ° AMAY
- ° ANDENNE
- ° CLAVIER
- ° ENGIS
- ° HUY
- ° HERON
- ° MARCHIN
- ° MODAVE
- ° NANDRIN
- ° OHEY
- ° TINLOT
- ° VILLERS-LE-BOUILLET
- ° WANZE

Station 94 - Eupen :

- ° BAELEN (LG.)
- ° EUPEN
- ° LA CALAMINE
- ° LONTZEN
- ° PLOMBIERES
- ° RAEREN
- ° WELKENRAEDT

Station 95 - Malmédy :

- ° AMBLEVE
- ° BULLANGE
- ° BUTGENBACH
- ° MALMEDY
- ° SANKT VITH
- ° STAVELOT
- ° WAIMES

Station 96 - Grâce-Hollogne :

- ° ANS
- ° AWANS
- ° CRISNEE
- ° DONCEEL
- ° FAIMES
- ° FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER
- ° FLEMALLE
- ° GRACE-HOLLOGNE
- ° JUPRELLE
- ° NEUPRE
- ° OREYE
- ° REMICOURT
- ° SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE
- ° SAINT-NICOLAS (LG.)
- ° SERAING
- ° VERLAINE ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT